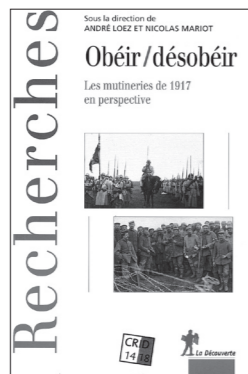


une longue histoire. Certes, la Révolution française a affirmé des idéaux universels, servis par un droit égal et « aveugle » aux différences, qu'elles soient d'origine, de religion, de « race » ; mais cette affirmation n'a cessé de se confronter à une réalité nettement plus complexe.

C'est cette histoire complexe que l'ouvrage de Danièle Lochak s'attache à retracer, de façon simple et accessible. Organisé en sept chapitres – allant de l'émancipation révolutionnaire à la revendication contemporaine d'exceptions à la loi commune, ce petit (par la taille uniquement) livre propose à l'intelligence du lecteur une présentation historique et sociale des textes de nature juridique concernant les Juifs. Cette mise en perspective restitue toute leur saveur à des textes par nature arides et fonctionne comme rappel – jamais superflu – de la longue marche de l'accès au droit et à l'égalité, de sa complexité et surtout, de sa fragilité.

Pierre Tartakowsky,
rédacteur en chef d'H&L



Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective

André Loez, Nicolas Mariot (dir.)
Crid 14-18, La Découverte
Octobre 2008, 375 pages,
28 euros

Issu du colloque organisé par le Crid 14-18 (un Collectif de recherche international sur la guerre de 14-18), à Craonne et à Laon, dans l'Aisne, les 9 et 10 novembre 2007, cet ouvrage apporte des éclairages nouveaux sur ces mouvements complexes, souvent objet de schématisations, que furent les mutineries de 1917. Non seulement au travers d'articles portant sur ces événements, mais aussi par l'approche comparée d'autres moments de l'histoire qui ont été également marqués par des phénomènes de désobéissance plus ou moins importants.

Ainsi, au-delà de la Grande Guerre, des études portent sur d'autres conflits, comme la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Algérie, le génocide des Rwandais Tutsis et le conflit israélo-palestinien. Le choix audacieux de ce livre est, en effet, de chercher à éclairer l'objet principal de sa réflexion, à savoir les phénomènes de désobéissances collectives dans l'armée française en 1917, qu'on a pris l'habitude de désigner sous le vocable, assurément réducteur, de « mutineries », par l'étude d'autres refus d'obéissance. Tel celui, qu'on a du mal à classer dans les catégories trop rigides de résistance ou de collaboration, des policiers parisiens en 1944, chez qui un fort souci du maintien de l'ordre coexistait avec une forme de rébellion. Est aussi abordé le cas des mouvements de refus de la guerre d'Algérie, qui, dans un conflit pourtant davantage contesté que la guerre de 14-18, n'ont pas connu l'ampleur des mutineries de 1917. Ou encore celui des refus des jeunes Israéliens de servir dans les territoires palestiniens lors de la seconde Intifada, dont le caracté-

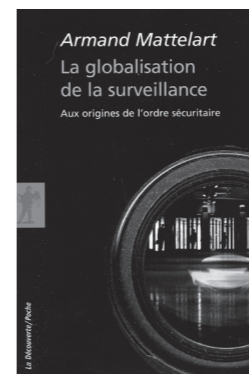
rière fortement minoritaire semble montrer qu'il ne suffit pas que les méthodes d'une « sale guerre » soient décrites et établies pour que la rupture avec un consensus national en soit facilitée. Le livre aborde même les phénomènes spécifiques d'obéissance complice et de conformisme social qui se sont produits dans des contextes très différents, comme dans la Wehrmacht sous le nazisme, ou parmi les populations impliquées dans le génocide du Rwanda.

Mais l'essentiel des articles porte sur les mutineries de 1917. Le rôle des permissionnaires parisiens dans la révolte est analysé, sur la base des rapports de la préfecture de police et du gouvernement militaire de Paris. Pour l'auteur de cette étude, face à un mouvement social qui touchait à la fois les usines de guerre de l'arrière et les combattants du front, les habitudes de suspicion des mouvements pacifistes et syndicaux qui dominaient dans les milieux militaires ont sans doute contribué à projeter sur les mouvements de soldats des interprétations renvoyant aux conspirations des milieux socialistes. Un autre texte porte sur la rumeur de la répression violente de grèves d'ouvrières de la région parisienne par des tirailleurs annamites. L'étude de la correspondance envoyée par le soldat Henri Despeyrières à sa famille entre août 1914 et septembre 1915, recoupée avec d'autres sources dont le Journal de marches et opérations de son régiment, est l'occasion de mesurer combien l'enthousiasme du début de la guerre a laissé place à la résignation et à la colère.

Un texte particulièrement intéressant, dû à deux chercheurs qui ont étudié la manière dont le Parlement a essayé d'empêcher que le haut commandement militaire s'empare sans contrôle de la conduite du pays en guerre, se penche sur le contenu de deux cent quarante-six lettres de soldats envoyées aux députés durant l'année 1917. Elles s'ins-

crivent dans une démarche légale tout en exprimant clairement un refus de l'arbitraire. Mais l'apport le plus riche quant à la connaissance des mutineries revient aux deux directeurs de cet ouvrage. Sur la sociologie des mutins, André Loez souligne leur jeunesse et l'importance, en leur sein, des employés urbains et des instituteurs. Tandis que, sur le nombre des protestataires, Nicolas Mariot conclut que si les « mutins activistes » n'ont représenté qu'une part minime du million de soldats au front, ceux qui n'ont jamais entendu parler des incidents est sans doute plus infime encore, et on ne peut tracer une frontière bien précise entre les « mutins » et les « non-mutins ». Autant de réflexions riches sur des questions qui ne concernent pas seulement la connaissance et la reconnaissance du passé, mais renvoient aussi à toutes les guerres d'aujourd'hui.

Gilles Manceron,
vice-président
et co-responsable du groupe
de travail « Mémoire, histoire,
archives » de la LDH



La Globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire

Armand Mattelart
La Découverte
Août 2008, 260 pages,
10 euros

Vidéosurveillance, fichage, puces, empreintes génétiques, RFID, autant de systèmes qu'Armand Mattelart voit dans son livre *La Globalisation de la surveillance* comme des intrusions dans notre vie quotidienne.

Comment les sociétés démocratiques ont-elles accepté que leurs droits et liberté soient peu à peu amputés par des dispositifs de surveillance de plus en plus sophistiqués ? Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Quelles sont les doctrines à l'origine de ces dispositifs ?

Dans son livre, Armand Mattelart nous livre ses réponses à ces questions. Il établit la généalogie et l'histoire de la surveillance moderne. Ce contrôle, qui se généralise, a commencé au XIX^e siècle avec l'anthropométrie judiciaire, puis avec l'instauration de la carte d'identité et enfin toutes les mises en fiche des individus. Une situation qui nous conduit à un véritable totalitarisme démocratique, aussi étouffant que les totalitarismes idéologiques du XX^e siècle.

L'auteur montre qu'au nom de la défense de la liberté et des impératifs de sécurité nationale, les Etats ont imposé une définition de l'ennemi, particulièrement imprécise qu'elle permet toutes les outrances. On perçoit à la lecture de son ouvrage des facteurs de convergence singuliers :

- celle entre les intérêts du marché – donc de la société civile – et les obsessions sécuritaires des Etats, qui ont conduit à développer des technologies offrant les mêmes possibilités avec des objectifs différents (le traçage de l'ennemi pour les uns, le traçage du consommateur) ;

- celle entre les outils d'analyse et d'action sur l'opinion (psychologie des foules, méthodes de propagande et de déstabilisation politique pour les Etats, marketing et publicité de l'autre).

La société, transformée en champ de bataille économique, généralise le contrôle permanent des citoyens avec pour but ultime la conquête du marché. Le recul de la vie privée, la « normalisation » forcée des comportements, l'uniformisation des individus sont autant de dangers potentiels évoqués dans cet ouvrage.

On ressort angoissé de cette lecture, mais plus conscient de la nécessité de contrôler le développement de ces techniques intrusives pour limiter leurs effets sinistres.

Expulsé du Chili, après y avoir séjourné onze ans, lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973, Armand Mattelart intègre alors l'université française. Il est aujourd'hui professeur émérite des Sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII. Il a notamment publié, aux éditions La Découverte, *Diversité culturelle et mondialisation*, *Histoire de la société de l'information*, *Histoire des théories de la communication* (avec Michèle Mattelart), *Introduction aux Cultural Studies* (avec Erik Neveu), *L'Invention de la communication*, ou encore *Histoire de l'utopie planétaire*.

Jean-Claude Vitran,
membre du Comité central
et responsable
du groupe de travail
« Libertés et Tic » de la LDH